



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Hauts-de-France**

**Unité Départementale de l'Artois**  
Centre Jean Monnet I  
Entrée Asturies - Bâtiment A  
12 Avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le

**24 MAI 2022**

[ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

Visite d'inspection du 02 mai 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)**

Avenue de la Verrerie  
BP 61  
62410 WINGLES

Références : FW/MM EQUIPE 4-125-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 mai 2022 dans l'établissement O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING) implanté Avenue de la Verrerie BP 61 à WINGLES (62410). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)
- Avenue de la Verrerie BP 61 à WINGLES (62410)
- Code AIOT dans GUN : 0007001335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'activité principale d'O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES consiste en la fabrication de bouteilles en verre. La capacité de production avoisine les 150 000 tonnes par an. L'usine de WINGLES possède un outil de production modeste (un four) mais puissant (quatre lignes de fabrication contenant au total 130 cavités). Le four a une superficie de 140 m<sup>2</sup> et tire 480 t/j de verre (procédé en continu).

La particularité du site de WINGLES est d'être le premier consommateur de calcin français (l'utilisation du calcin permet de diminuer significativement les consommations d'énergie de fusion et les émissions de CO<sub>2</sub>).

La société O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES fonctionne sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation daté du 5 août 1996 et de cinq Arrêtés Préfectoraux Complémentaires datés des 15 septembre 1998, 8 février et 12 juin 2001, 17 mai 2005 et 23 juillet 2009, ainsi que de l'Arrêté Préfectoral « IED compatible » du 30 mars 2016.

Le site est notamment autorisé pour les rubriques 2530-1-a et 3330 (Fabrication et travail du verre). Le site est également soumis à Enregistrement sous la rubrique 2921 (installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) et dispose de quatre tours aéro-réfrigérantes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion du risque légionelle

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 23	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.1	/	Sans objet
Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.1.b	/	Sans objet
Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.IV.2	/	Sans objet
Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.3.d	/	Sans objet
Transmission des résultats à l'Inspection des Installations Classées	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.3.e	/	Sans objet
Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.2.c	/	Sans objet
Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/l	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.II.1	/	Sans objet
Stockage des produits biocides et autres	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 9	/	Sans objet
Etat des parties visuellement accessibles	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.2	/	Sans objet
Conformité des dévésiculeurs	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 12 - d	/	Sans objet
Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26-VI	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance exercée par l'exploitant sur les installations ne fait apparaître aucun signe de dérive notamment sur les concentrations relevées en légionelles.

L'inspection a cependant relevé lors de la visite que la formation au risque légionelle de la personne désignée référente pour la surveillance de l'installation n'a pas été renouvelée depuis 2015. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 23 de l'Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 qui impose un renouvellement de cette formation a minima tous les cinq ans.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : — les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; — les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; — les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Il comprend : — les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; — la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; — les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b> Le Responsable de l'exploitation des TAR ainsi que son suppléant sont nommément désignés dans l'AMR, respectivement M. OTRZONSEK et M. T'IOEN.</p> <p>M. OTRZONSEK a néanmoins récemment quitté son poste, la personne référente est donc M.T'IOEN.</p> <p>La liste de l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir sur les TAR est établie y compris les personnes externes.</p> <p>Le plan de formation est géré par le service Formation.</p> <p>La dernière attestation de formation de M.T'IOEN date du 20 novembre 2015. Compte tenu de la périodicité de cinq ans, celle-ci aurait donc dû être renouvelée en 2020.</p> <p>La dernière formation pour les autres personnes susceptibles d'intervenir sur les TAR a eu lieu en 2017.</p>
<p>Remarque: Les prélèvements sont réalisés par un laboratoire.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre Article 26.I.1</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li><li>— les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li><li>— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li><li>— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li></ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li><li>— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li><li>— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li></ul> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats : L'analyse méthodique des risques (AMR) est révisée annuellement par le traiteur d'eau (NALCO) et l'exploitant. La dernière version reprenant l'ensemble des TAR a été vue en séance et transmise à l'Inspection.</b></p> <p>Les caractéristiques de l'installation, ses différentes situations de fonctionnement ainsi que les points critiques sont pris en compte dans l'AMR. On retrouve également les différentes parties prévues dans l'article 26.I.1.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.1.1.b.</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.  Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.  Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> .
<b>Constats : Les plans d'entretien, de surveillance et la fiche de stratégie de traitement sont formalisés.</b>  Le plan d'entretien renvoie à la procédure d'entretien de routine « verte » (Traitement d'entretien en continu – Seuil de détection LP < 1000 UFC/l), fournie à l'Inspection. Celle-ci définit le protocole d'entretien préventif des TAR par action chimique et mécanique.  Le plan de surveillance fixe les paramètres physico/chimiques à suivre et, pour chacun de ces paramètres, les valeurs cibles et d'alerte (pH, conductivité, turbidité, concentration en oxydant libre, Fe et Cu dissous, rapport de concentration).  Les procédures en cas de dépassement sont formalisées et ont été fournies en séance.
<b>Observations : L'exploitant précisera la signification du paramètre Rc (rapport de concentration) non détaillé dans le plan de surveillance.</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.IV.2</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>2. Carnet de suivi</b></p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li><li>— les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li><li>— les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li><li>— les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li><li>— le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li><li>— les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li><li>— les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li><li>— les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.</li><li>— les modifications apportées aux installations.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Le carnet de suivi est en partie informatisé, celui-ci a été vu en séance. Il reprend l'essentiel des éléments attendus.</p> <p>Pour être complet, l'exploitant devra y ajouter les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées annuellement. L'information est néanmoins disponible indirectement dans les rapports hebdomadaires fournis par le traiteur d'eau NALCO.</p> <p>Il demeure un carnet de suivi papier pour les interventions quotidiennes, vu lors de la visite des installations.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.1.3.d</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/l). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b> Les prélèvements et analyses de la concentration en légionelles sont réalisés mensuellement sur chaque tour, conformément à la réglementation en vigueur. Les résultats d'analyse sont régulièrement transmis via l'application GIDAF et reportés dans le carnet de suivi des TAR.  À noter qu'il n'y a eu aucun dépassement du seuil réglementaire de 1 000 UFC/l ces cinq dernières années.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Transmission des résultats à l'Inspection des Installations Classées**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.1.3.e</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> e) Transmission des résultats à l'Inspection des Installations Classées Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
<b>Constats :</b> Les résultats des analyses mensuelles sont régulièrement transmis à l'Inspection via l'application GIDAF.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>



**Nom du point de contrôle : Nettoyage préventif annuel**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.I.2.c.</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> c) Nettoyage préventif de l'installation Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'Inspection des Installations Classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement.
<b>Constats :</b> Un nettoyage mécanique des TAR est réalisé annuellement au mois d'octobre par la société IGIENAIR. L'exploitant a fourni en séance le rapport de la dernière intervention datée du 13 octobre 2021. Une procédure pour le nettoyage annuel est formalisée. L'exploitant a précisé l'utilisation de jets d'eau sous pression lors du nettoyage. Un bâchage complet des TAR est alors réalisé conformément à la procédure établie par IGIENAIR.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/l**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.II.1.**

**Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation**

**Prescription contrôlée :**

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l.

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT — TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».

Ce document précise :

— les coordonnées de l'installation ;

— la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;

— la date du prélèvement ;

— les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/l. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/l. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

**Constats :** La procédure des actions à mener en cas de concentration en LP > 100 000 UFC/l a été fournie à l'inspection (procédure rouge).

Le déroulement de la procédure est conforme à la réglementation.

L'exploitant a précisé pouvoir arrêter la dispersion immédiatement en cas de dépassement > 100 000 UFC/l.

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage des produits biocides et autres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Etat des stocks de produits dangereux Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b> Les produits de traitement sont stockés sur rétention. Les produits vus lors de la visite des installations correspondent aux produits de traitement mentionnés dans les divers documents vus en séance. Les FDS de ces produits sont affichées à proximité des stockages et ont également été fournies en séance. Les fûts vus lors de la visite sont correctement étiquetés, conformément au règlement CLP.  Le registre des produits dangereux n'a pas été demandé.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etat des parties visuellement accessibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. Entretien préventif de l'installation  L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.  Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, les TAR sont apparues dans un état correct. Les parties externes présentent par endroit quelques points de rouille. Les parties internes n'ont pas été vues. Seul le dévésiculeur de la TAR n°5, récemment remplacé, a été vu.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conformité des dévésiculeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 12 - d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
<b>Constats :</b> Les attestations de conformité des dévésiculeurs des tours ont été vues lors de la visite précédente réalisée en 2018. Le dévésiculeur de la TAR n°5 a été changé en 2021, l'attestation de conformité a été vue en séance (taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Protection des personnels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013 Article 26-VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition : - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques.  Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.  Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.  Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.  L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.
<b>Constats :</b> Les EPI adéquats sont à disposition, y compris des masques FFP3.  L'accès aux TAR est restreint au personnel d'exploitation. Les installations sont clôturées. Des panneaux interdisant l'accès aux personnes non-habilitées et l'obligation du port des EPI dont le port du masque de type FFP3 sont présents aux différents accès à la zone des TAR.
<b>Observations :</b> L'information du personnel concernant le risque légionellose n'a pas été abordée. L'exploitant justifiera néanmoins la manière dont cette information est réalisée auprès du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet